

L'Algérie, le mauvais exemple ?

« Pour les islamistes, le modèle de référence est la Turquie, qui est parvenue à leurs yeux à combiner dignité, prospérité et assertivité politique, le tout dans un cadre démocratique. Pour tous les islamistes, le contre-modèle absolu a pour nom l'Algérie, où la double radicalisation des militaires et des islamistes a débouché sur la guerre civile », écrit le chercheur français d'origine marocaine Zaki Laïdi dans une tribune libre publiée dans *le Monde* daté du 6 décembre.

Zaki Laïdi ne donne pas les raisons qui ont plongé l'Algérie dans une crise qui a fait des dizaines de milliers de morts dans un contexte historique fondamentalement différent de celui d'aujourd'hui. Ce

n'était d'ailleurs pas le but de son article. Mais pour étayer le point de vue des islamistes pour qui le contre-modèle de cette «double radicalisation» est l'Algérie, il se réfère, entre autres, à «une étude d'opinion sur les révolutions arabes conduite dans le monde arabe par l'université du Maryland» laquelle, écrit-il, «confirme la centralité de la référence turque dans le monde arabe». Partant de ce constat, et se plaçant du point de vue français, il fait remarquer à juste titre qu'il va falloir «traiter avec des gouvernements démocratiquement élus». Et d'ajouter : «Il convient plutôt de se féliciter de la mise en place de processus démocratiques et exprimer son désir de se montrer attentif à la

suite des événements. Attentif mais pas vigilant (...) A tort ou à raison, la vigilance est identifiée comme une sorte de mise sous tutelle.» Avant de conclure un peu plus loin : «Nous ne devons en aucun cas donner l'impression de craindre la démocratie chez les autres. Même si à l'évidence nos nouveaux interlocuteurs partageront moins que les anciens un certain nombre de codes culturels et sociaux que nous avons en commun.»

Sans faire l'injure de caricaturer sa réflexion, il y a tout de même quelque chose d'angélique chez cet auteur à délivrer un brevet de démocratie aux islamistes avant même qu'ils n'aient commencé à exercer le pouvoir en Tunisie, au Maroc et en

Egypte. Dire par exemple qu'il ne faut pas «craindre la démocratie chez les autres» ne signifie nullement que ces «autres» vont la respecter. Plus encore, élus ou non démocratiquement, on ne peut ignorer, sauf si l'on s'abstient de faire abstraction de la matrice politico-idéologique des partis islamistes, que l'horizon politique et spirituel des Frères musulmans et autres avatars de l'islam politique, reste la «oumma» et l'Etat islamique. Ajoutons encore, qu'après l'avoir longtemps pourfendu, les islamistes modérés ont accepté le jeu démocratique, déclaré qu'ils étaient pour la démocratie alors que celle-ci en tant que projet de société est difficilement conciliable avec le projet politique qu'ils visent à instaurer à terme. Ils se



Par Hassane Zerrouky

sont imposés des lignes rouges qu'ils ne sont pas prêts à franchir au risque de perdre leur raison d'être. On le voit bien en Tunisie où Ennahda, qui affirme respecter les droits des femmes, n'a pas tout à fait renoncé à remettre en cause le droit au divorce des femmes ni renoncé à autoriser la polygamie interdite sous Bourguiba !

Quant à «la centralité de la référence turque», à laquelle adhèrent en paroles les islamistes arabes et maghrébins, elle relève de la mystification. Le modèle turc n'est pas la référence de ceux qui dirigent actuellement ces partis. Il s'agit d'un leurre et d'une instrumentalisation de ce modèle. S'il est évoqué surtout par les islamistes tunisiens, moins par leurs frères égyptiens, c'est pour rassurer à la fois cette partie des Tunisiens craignant une remise en cause de la modernité et l'Occident capitaliste.

L'islamisme maghrébin et égyptien est en effet éloigné de l'islamisme conservateur de l'AKP. «L'islam religion d'Etat» ne figure ni dans le projet politique ni dans l'agenda de l'AKP. Ce dernier, si cité comme modèle, n'a jamais remis en cause l'interdiction de la polygamie, ni le droit au divorce des femmes turques. Et contrairement à ce qui se passe dans la majorité des pays arabes, excepté encore la Syrie, «l'islam religion d'Etat» ne figure pas au fronton de la Constitution turque.

H. Z.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail :
info@lesoiralgerie.com

DES EURODÉPUTÉS ET DES EXPERTS DE RENOMMÉE MONDIALE INVALIDENT AU PARLEMENT EUROPÉEN À BRUXELLES L'ACCORD DE PÊCHE UNION EUROPÉENNE-MAROC

Bruxelles dans les eaux troubles de la façade atlantique sahraouie

Des justes, juristes, eurodéputés, représentants d'ONG, experts, militants des droits de l'homme arrivent, dans un rapport de force très défavorable, à mettre la question sahraouie au cœur des débats en Europe. Hier, au Parlement européen, véritable cour des miracles, Norbert Neuser, Nicole Kill-Nielsen, Ivo Vajgl et João Ferrera, parlementaires européens des groupes «Verts», «Socialiste» et gauche unitaire, bloc regroupant des communistes et l'extrême-gauche, ont organisé un colloque sur «L'Accord de pêche - Union européenne-Maroc et la violation du droit international».

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Autour de Paul Wrangé, professeur à l'université de Stockholm, expert auprès du gouvernement suédois, plusieurs personnalités du monde politique, associatif, universitaire et celui de la défense des droits humains ont, religieusement, écouté et entendu la sentence du juriste venant du Nord, de la Suède. Pour Paul Wrangé, aux avis généralement faisant

autorité (il a beaucoup travaillé pour les droits de l'homme et des peuples pour l'ONU, au Canada, en Australie et, un peu partout, en Europe), l'accord de pêche entre Bruxelles et Rabat est illégal, plusieurs fois illégal et est contraire dans son esprit et dans sa lettre aux dispositions pertinentes du droit européen, international et est en contradiction avec les lois des pays de l'UE pris séparément.

Le Sahara occidental, territoire non autonome, selon la doctri-

ne des Nations unies, ne peut être englobé dans l'accord. Pour preuve, selon le prestigieux expert, les USA ont exclu, en signant des accords de pêche avec le Maroc, la façade atlantique du Sahara occidental du traité. Ce qui est conforme au droit. L'Europe sait, pourtant, cela et fonce, tête baissée, dans une exploitation, toute honte bue et sans retenue, effrénée des richesses halieutiques d'un peuple déjà spolié de sa souveraineté et de son droit à l'autodétermination par le colonisateur marocain. Bruxelles, pourtant, connaît des frémissements réel sur le problème.

L'évolution des mentalités en faveur du peuple des ténèbres est perceptible en Espagne essentiellement, chez les Nordiques et les Scandinaves et même, élément d'analyse intéressant, dans des milieux décisionnels français. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a semblé, il y a

deux semaines, plus en phase avec l'ONU qu'avec la partialité diplomatique française, légendaire en l'occurrence, sur le dossier sahraoui. François Hollande, qui, selon toute vraisemblance, sera le futur président français, s'inscrit en droite ligne du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Ali Salem Tamek, militant sahraoui des droits de l'homme, invité au forum d'hier, peut être satisfait de l'initiative européenne. Elle arrive à point nommé. Dans quelques jours, la Commission européenne aura à décider si oui ou non elle doit renouveler le traité du bradage du poisson sahraoui avec le Maroc. Il est intéressant et opportun de rappeler à Bruxelles que voler, ce n'est pas bien.

Le professeur P. Wrangé et les eurodéputés qui lui ont donné la parole l'ont rappelé avec intelligence, expertise et brio.

A. M.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Quand ça castagne, ne regarde pas du côté du Palais, lorgne plutôt les puits !

Auditionné par les députés français, Medelci avoue :
Oui ! J'ai parlé. J'ai tout balancé !

Y a une odeur en ce moment qui flotte dans l'air, je ne vous dis pas ! Ou plutôt si ! Je vais vous dire. Levez juste un peu le nez, et vous sentirez comme moi cette odeur. Je suis d'ailleurs étonné que vous ne l'ayez pas flairée plus tôt, cette forte et entêtante odeur de pétrole qui flotte au-dessus de nous (sans nous atteindre bien sûr !) et qui se propage dans tous les rouages du système de ventilation du régime. Et puis, y a pas que cette odeur de pétrole. Il y a aussi les mouvements qui l'accompagnent. Plus y a d'odeur, plus ça s'agite autour des derricks et de leurs succursales algéroises. Une vraie basse-cour depuis quelques semaines. Ça jacte et ça caquette de toutes parts. Le tout agrémenté de coups de becs et de pattes violents. Finalement, il avait raison le vieux Messaoud. Quand partout ailleurs c'est la révolution, et qu'ici tu te demandes ce qui va se passer, ne perds pas ton temps à scruter le Palais, c'est plutôt du côté du puits que ça se passe. Un patron de Sonatrach qui est viré. Un nouveau qui arrive. Une loi sur les hydrocarbures qui va encore une fois être bidouillée, hum ! Hum ! Que ça soit clair : je ne connais ni le viré ni son remplaçant. Je ne peux donc décemment juger du bien-fondé ou non du dégomme. Par contre, si je ne suis pas au fait de la mécanique sub-

tile de la Grande Pompe à fric, je reste cependant les pieds solidement enracinés dans la terre d'Algérie, au sens paysan du terme. Et je les connais tout de même un peu mes lutins du sérail. Je sais ce qui peut les faire bouger. Mais, vraiment bouger. Ils peuvent se remuer mollement face à des émeutes. Ils peuvent ouvrir un œil torve face à des scandales divulgués par la presse non exemplaire. Par contre, ce qui les fait réellement bondir hors du lit, ce qui les électrocute, ce qui les secoue de spasmes terribles, ce qui les fait s'éjecter comme de beaux diables hors de leurs caves pourtant insonorisées, c'est la rente pétrolière. Ah ! Là ! L'hospice de gouvernance jusque-là morne à en mourir et amorphe se réveille et devient ruche bourdonnante, hurlante et carnassière. Et en ce moment, là, maintenant, mon bon sens paysan me fait dire que la ruche est en effervescence maximale. Ce réveil rentier autour de la table à manger a déjà fait ses premières victimes. Je suppose que d'autres vont suivre, fatalement. Jusqu'à la prochaine trêve. Car il se conclura une trêve, forcément. Ce genre de batailles ne se mènent jamais jusqu'au bout. Jamais de bataille finale, car ça tuerait le puits et la rente. Non ! Juste des escarmouches, des raids meurtriers, puis des accords scellés. Dans les caves, pour respecter la tradition, bien sûr. La tradition mafieuse. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.